

# OPINION

redaction.union@sonapresse.com

## Des militaires et de la reconstruction nationale

Par Georice Berthin MADEBE \*

**L**A transition politique gabonaise qu'incarne le Comité de la transition et la restauration des institutions (CTRI) connaît sa première grogne populaire. Cette dernière sème dans l'espace public d'énormes confusions. Des nominations récentes ont, en effet, soulevé une vague d'émotions dans le corps social. Le CTRI est soupçonné de nourrir les travers de l'ancien pouvoir.

En renversant celui-ci, les militaires avaient affirmé éviter un bain de sang populaire suite aux révoltes qu'aurait provoquées l'annonce des résultats électoraux " tronqués ". Voilà pour leur communication. Cependant, leurs faits et gestes traduisent des choses bien plus prégnantes. Les Forces armées gabonaises qui ont déposé Ali Bongo Ondimba ont choisi de se rassembler au sein d'un Comité de la transition et la restauration des institutions, contrairement à leurs pairs du Mali et du Burkina Faso qui, eux, s'étaient réunis sous des Conseils nationaux de la transition (CNT). Leurs intentions sont donc claires. Elles se sont servies des dysfonctionnements démocratiques, non pas pour résoudre des difficultés militaires auxquelles serait confronté le Gabon, mais pour " restaurer les institutions ". Restaurer les institutions suppose que nos Armées connaissent la nature des dysfonctionnements auxquels se confronte l'État. Il faut tirer les conséquences.

**Restaurer les institutions, en amont, c'est transfigurer l'espace public**

Les militaires aux affaires politiques se sont donc mis dans un inconfort attendu. Devenus des politiques, ils doivent rapidement en apprendre les langages. En même temps, ils doivent répondre, dans la célérité, à trois exigences non nécessairement homogènes : assurer la continuité de l'État, construire les fondements politiques de la transition politique et protéger les frontières en même temps que sé-

curiser l'espace public national des reflux de leur coup de force. La maîtrise de l'espace public, au vu des récentes sorties, deviendra aussi pour eux un enjeu de communication politique.

Transition politique : l'expression signifie passer d'un régime politique à un autre, en l'occurrence, plus démocratique. Mais que veut dire la démocratie pour un peuple qui, depuis 1990, s'est toujours complu à porter tee-shirts, casquettes, montres et – c'est l'innovation de la présente élection – des sous-vêtements féminins, au motif de soutenir un pouvoir qui a toujours cherché à infliger des " KO " électoraux ou à s'assurer des " victoires cash " ? La tâche des Restaurateurs de la République affecte donc notre société en tant qu'elle est aussi une institution. Ce n'est plus que la démocratie que la transition doit réparer. Le dire c'est affirmer que la seule réforme des institutions ne suffira pas. Tout comme ne peuvent suffire l'établissement d'un plan d'action global et la formulation des réponses aux urgences sociales de l'heure.

La crise de sens générée dans l'espace public tient à plusieurs arguments : (1) d'anciens membres du PDG ont été invités à entrer dans le gouvernement transitionnel, (2) une activiste de la diaspora, qui l'a également été, ne serait pas Gabonaise, (3) ceux qui avaient été antérieurement nommés, ailleurs à de hautes fonctions républicaines, appartiendraient à une même communauté ethnique. Ces arguments qui sont de mauvais outils de lecture ne cadrent pas avec le nouveau temps. Ils prouvent que notre force morale collective est, à ce stade introductif, encore mal en point.

On ne s'attaque donc pas à un système sans transfigurer la société qui en a souffert et l'espace public dont celle-ci fait partie. Qu'on le veuille ou non, le problème gabonais n'est pas que structurel. Il touche aussi l'ensemble de notre tissu social, et notamment, la structure de nos mentalités et notre psychologie profonde. Finalement, il est pour chacun d'entre nous, consubstan-



Photo: DR

tiel à nos chairs et nos esprits, nos manières de nous représenter, de penser et de fonctionner quotidiennement.

C'est donc un nihilisme que rendre responsables les hommes politiques, fussent-ils Pdgistes, de l'effondrement de nos bases morales en faveur d'une culture larbiniste et clientéliste profondément adoptée !

**Réinitialiser le logiciel mental et se débarrasser des émotions négatives**

Pour consolider les institutions transitionnelles dans la durée, le CTRI a bien compris l'importance de cette donnée et les contraintes qu'elle impose. Il a aussi saisi les exigences auxquelles elle l'expose.

Pour avoir rendu visite à Albert Ondo Ossa, candidat consensuel de l'opposition qui aurait remporté la présidentielle de 2023, et de s'être entretenu avec le patronat et les entrepreneurs gabonais, les directeurs des services financiers publics, les leaders religieux, la société civile, Brice Clotaire Oligui Nguema, s'est attelé à structurer la base sociale sur laquelle sera construite la transition politique. Il veut donc transformer le pouvoir des forces

vives de la Nation en énergies cynégétiques sur lesquelles compter pour changer en leurs racines les mauvaises habitudes qui ont fait, partout, la lie de nos réflexes non républicains.

Si la transition n'est pas une coupure radicale visant néanmoins un état qui doit à l'être, elle ne peut pas non plus être une instance d'hommes sans expérience politique ou une constellation de " nouveaux visages ". L'expression, elle-même, ne veut rien dire en politique ! Pour qu'elle réussisse, il faut bien donc que, sous certaines contraintes, des membres de l'ancien parti État et des hommes moins expérimentés travaillent sous les ordres d'une autorité commune, aux fins de traduire en actes sa vision politique. Cette démarche répond d'une stratégie en toute logique simple : garder l'ancien sans lequel ne peut advenir le nouveau. La réinitialisation de notre système politique ne peut donc se faire en marge des Pdgistes. Le parti État est même appelé à se réformer pour survivre à ses démons et à se réinventer. Bien que ses adhérents nous aient faits plus que du tort, et quoiqu'ils aient été, ils ne restent pas moins

des Gabonais dont la force est la maîtrise des arcanes du pouvoir. Ils sont le symbole de la continuité sans laquelle la transition ne peut réussir ! Que les Gabonais les exècrent, cela paraît normal. Comme l'est tout aussi le fait que le pays ne puisse se penser sans eux !

Sans l'acceptation de cette vérité, l'édification d'un Gabon Nouveau sera impossible. Le peuple devra apprendre à se débarrasser de ses émotions négatives, de fausses vérités, mais aussi des douleurs cumulées et de sa haine du système qui l'a asservi, faisant même de ses membres, hommes ou femmes indifféremment, des bijoux sexuels soumis aux lois de l'économie marchande. Le changement de paradigme qu'impose le renversement du régime d'Ali Bongo recommande à tous, militaires, politiques, peuple, de passer des logiques émotionnelles aux approches plus rationnelles de la gouvernance politique. C'est le prix à payer pour revenir tous au réel !

Nous entrons désormais dans une ère de solidarités intellectuelles. Le message est passé. Qu'on l'accorde aux militaires.

\* Chercheur au CENAREST-IRSH